NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'ÉTINCELLE

RATP

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI DES TRAVAILLEURS COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

CR@CONVERGENCESREVOLUTIONNAIRES.ORG

MARDI 16 JUIN

Blouses blanches en colère noire

Contre le retour à l'anormal !

« Patriotisme républicain », c'est le nouveau mot d'ordre de Macron, faisant appel dans son discours de dimanche soir à tout ce qu'il y a de plus rance dans le champ politique, pour rassembler derrière son projet de « retour au travail ». « Dès demain », tout doit redémarrer… sauf les rassemblements, qui resteront « contrôlés ». La réponse n'a pas tardé, elle est venue des salariés de la santé en force dans la rue le 16 juin avec leurs soutiens : non seulement le virus de la contestation n'est pas canalisé mais une étape de plus est franchie dans le bras de fer avec le pouvoir.

En guise de retour à la normale, il faudrait « travailler plus, produire plus »… Air connu.

Mais qui va travailler plus ? Les 15 000 salariés de Renault menacés de perdre leur emploi ? Les milliers de travailleurs licenciés dans l'aéronautique ? Ces suppressions de postes sont encouragées par le gouvernement qui distribue des milliards aux entreprises qui licencient. Quand Macron parle de *« tout faire pour éviter au maximum les licenciements »*, c'est un chantage à l'emploi qu'il adresse aux salariés pour leur imposer réductions de salaire, flexibilité et augmentation du temps de travail.

Les ouvriers de Renault n'ont pas attendu le discours de Macron pour prendre leurs affaires en main. Sur tous les sites menacés, ils ont fait plusieurs journées de grève et de manifestation, n'obtenant pour le moment que de vagues promesses de non-fermeture. La lutte n'en est qu'à ses débuts. La direction cherche à mettre les travailleurs en concurrence pour leur emploi. Il faudra au contraire se mobiliser tous ensemble, travailleurs de chez Renault, mais aussi des autres entreprises qui licencient.

« Pour détruire le racisme, renversons le capitalisme »

Alors que des jeunes, par dizaines de milliers, se sont encore rassemblés samedi un peu partout en France contre le racisme et les violences policières, Macron a préféré couvrir les agissements de la police. Dans son discours, il s'est adressé en priorité à l'extrême droite en dénonçant le *« communautarisme »* et un prétendu *« séparatisme »*. Que de larmes versées sur quelques statues de héros du colonialisme ou de la traite des Noirs, qu'on aurait envie de déboulonner ! Pas un mot pour les victimes du racisme.

Unifier les colères

Tout à son autosatisfaction sur la gestion de la crise sanitaire, Macron a osé prétendre que *« l'ensemble des malades qui en avaient besoin ont pu être pris en charge »*. Un mensonge éhonté pour faire oublier le manque de moyens et de personnel dans les hôpitaux et les Ehpad. Mais plus question pour les hospitaliers d'accepter les bas salaires et les conditions de travail dégradées. Leur mobilisation a repris le 16 juin : ils sont descendus nombreux dans les rues de plus de 220 villes. Chaque hôpital, clinique ou Ehpad, avait son cortège de salariés en colère. « Ségur = imposture » indiquaient les pancartes : cette négociation bidon lancée par Macron sert en réalité à préparer une nouvelle attaque, avec un retour aux « 39 heures » destiné à imposer de nouvelles suppressions d'emplois.

Les revendications des hospitaliers ont été chantées haut et fort dans tout le pays : arrêt des suppressions de postes, 300 euros d'augmentation par mois pour toutes et tous, des centaines de milliers d'embauches pour alléger la charge de travail. Ces revendications sont celles de tout le monde du travail, ainsi que de sa jeunesse que le cours actuel de la crise condamnerait sans cela au chômage.

« Hôpital asphyxié – I can't breathe » pouvait-on lire sur une banderole en référence au mouvement de la jeunesse contre le racisme. C'est toute la société qui étouffe sous le poids du grand capital. Le bras de fer est engagé. Le camp d'en face est déterminé, mais si les colères s'unifient, contre les licenciements, contre le racisme et pour les services publics, le monde du travail peut l'emporter.

Les travailleurs sans-papiers, la plupart « essentiels » et au front pendant la crise sanitaire, exigent leur régularisation. Un minimum ! Ils avaient lancé avec courage la vague actuelle de manifestations avec des rassemblements interdits mais réussis dès le 30 mai. Ils appellent à redescendre dans la rue le samedi 20 juin. Tous à leurs côtés, solidarité ! **RDV SAMEDI 14H à NATION**

Problème de Distance ? Réponse Fréquence !

Il devient soi-disant de plus en plus difficile de faire respecter les distances sanitaires et en particulier dans les transports. La réponse n'a pourtant rien de compliqué, il suffirait d'augmenter les fréquences partout où c'est nécessaire !

Chacun ses modalités !

Les plexis-glaces ne sont toujours pas mis en place partout. Dans certains bus, les passagers ont donc le droit de monter par l'avant, mais ce n'est pas systématique. La direction attend la fin de la pandémie pour que les plexis soient partout ?

HIS refusées mais travail autorisé !

Au prétexte que nous ne respecterions pas les mesures sanitaires les HIS sont refusées par la direction, et quand on discute entre collègues à nos pauses, les petits chefs ne se privent pas de nous surveiller. Ça ne leur pose pourtant aucun problème que l'on s'entasse à quelques centaines dans les dépôts ou ateliers, et que l'on doive assister aux AIC.

Si l'on peut travailler, on doit avoir le droit de discuter de nos conditions de travail !

Branle-bas de combat pour…. Rien

La semaine dernière à l'atelier de Saint Ouen nous apprenons que la directrice de MRF doit venir à l'atelier le vendredi. Les chefs organisent alors un nettoyage en grande pompe. C'était sans compter sur l'annulation de sa venue !

Pour nous qui y travaillons tous les jours, la direction n'estime pas nécessaire un tel rangement.

« Attaquer l'un d'entre-nous, c'est nous attaquer tous »

Mercredi dernier nous étions 200 à soutenir Ahmed pour son passage en conseil disciplinaire. Il échappe à la révocation grâce à la mobilisation. Mais deux mois de suspension, cela reste inacceptable. Il est accusé d'avoir orchestré le blocage de son dépôt : mais c'est bien la grève qui a impacté le trafic des bus.

Ce sont les équipes militantes qui sont attaquées. Montrons notre solidarité entre collègues chaque fois que cela nous est possible !

Conseil d'Étathon

Avec l'autorisation des messes, des plages, des bars et restos, l'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes faisait de plus en plus figure de censure anti-démocratique. Le Conseil d'État a attendu deux jours pour publier sa décision : la barre passe à 5 000 personnes. Au même moment, la place de la République à Paris résonnait des slogans contre les violences policières d'au moins quatre fois plus de monde.

Il manque quelques zéros au chiffre du Conseil d'État…

L'internationalisme, c'est l'arme des travailleurs

La direction de PSA organise depuis belle lurette, sous la forme d'un « prêt de main-d'œuvre entre usines du groupe », la concurrence entre les travailleurs à l'échelle de la France. Cette fois, elle veut l'étendre à l'échelle de l'Europe, en faisant venir des ouvriers polonais d'Opel-Gliwice aux conditions de la convention collective de la métallurgie française, inférieures à celles des CDI PSA. Hier, c'était les intérimaires qu'elle utilisait contre les CDI. Aujourd'hui, ce sont des ouvriers espagnols, polonais ou allemands qu'elle utilise contre les intérimaires, dont les postes sont menacés.

Face au scandale, le gouvernement a fait les gros yeux. La direction de PSA fera-t-elle machine arrière ? On verra. En attendant, le seul moyen pour les travailleurs de ne pas se faire avoir, c'est de se battre ensemble contre leurs exploiteurs, pas de s'opposer selon les barrières de nationalité ou de statut, créées et entretenues par les capitalistes pour nous affaiblir.